

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3195 - Mercredi 11 Juillet 2018 - Prix : 200 Fc

CONSTRUCTION DE L'HÔPITAL ELMAAROUF

Le prêt de 40 millions d'euro provient de la TDB



Signature de la convention de prêt pour l'hôpital Elmaarouf

CONVOCATION DU GOUVERNEUR DE NGAZIDJA À LA COUR SUPRÊME

Hassane Hamadi, serein

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Juillet 2018**

Lever du soleil:
06h 28mn
Coucher du soleil:
17h 56mn

Fadjr : 05h 17mn
Dhouhr : 12h 17mn
Ansr : 15h 11mn
Maghrib: 17h 59mn
Incha: 19h 13mn



CAMPAGNE RÉFÉRENDADAIRE DU 30 JUILLET

Pari réussi à M'béni pour la mouvance présidentielle

Depuis le 1er juillet dernier, la campagne référendaire est ouverte. Il a fallu attendre 9 jours pour que les choses sérieuses commencent. C'est à Mbéni, chef de lieu de préfecture Hamahamet-Mboikou, où la mouvance présidentielle a choisi d'ouvrir officiellement la campagne, en présence du chef de l'Etat, en tenant son 1er grand meeting. Sans surprise, elle appelle la population à voter Oui.

La campagne pour le référendum prévu le 30 juillet prochain, ceux qui prônent pour le «Oui», sont entrés dans sa phase active. Après l'ouverture des quartiers généraux à Mdé (Bambao), à Hantsambu (Itsandra) et à Foubouni (Mbadjini), la mouvance présidentielle s'est lancée officiellement dans la bataille. Avant-hier, a eu lieu à M'béni, capitale de la préfecture nord-est (Hamahamet-Mboikou) le tout 1er meeting. C'est à la place de Chine que le chef de l'Etat et son gouvernement, les partis et mouvements proches du pouvoir sont venus plaider la cause, en appelant à voter « massivement pour le oui à la révision constitutionnelle ».

Pour rappeler l'importance de l'unité et de la paix, le président de la république appelle les Comoriens à se présenter aux urnes le 30 juillet prochain et à voter en faveur de la révision constitutionnelle. Azali

Assoumani, dans une brève intervention, s'est montré perplexe face à la stratégie de l'opposition qui, d'après lui, dans une période de campagne, s'abstient d'organiser des meetings, alors que « les manifestations non autorisées étaient devenues hebdomadaires durant le mois de Ramadan », dira-t-il. Cela montre selon lui, que l'opposition n'a pas l'adhésion du peuple. « Elle profitait les grandes prières du vendredi pour mobiliser des foules. D'ailleurs le vote sera un lundi mais pas un vendredi », ironise-t-il.

Au nom de la ville de Mbéni et Hamahamet, Fundi Ismael Said Hamadi, a tenu à rappeler à l'assistance que l'actuel chef de l'Etat a pu rester pendant dix ans dans l'opposition « sans bruit et sans manifestations ». Dans son discours de bienvenue, ce porte de parole de M'béni, a félicité Azali Assoumani pour la mise en œuvre des recommandations issues des Assises nationales avant d'appeler les électeurs à se prononcer soit par le Oui soit par le Non, au lieu d'appeler à un boycott du scrutin. Le notable Ismaila Soilih originaire de la localité de Chezani, insiste quant à lui, sur la possibilité offerte par le nouveau projet de Constitution de permettre à chaque région de disposer de son député. « Le Hamahamet et le Mboikou vont voter massivement, en faveur du oui », promet-il.



Le président Azali au meeting pour le OUI à Mbéni

Au nom des femmes et de la diaspora de France, Aniami Mchangama lui emboîte le pas à la tribune. Pour elle, l'article 30 du nouveau projet « justifie notre adhésion et je vous appelle à aller voter massivement pour le Oui », insiste-t-elle. Cet article prévoit un Etat qui garantit « les droits de la femme, de l'enfant, de la jeunesse et des personnes vivant avec un handicap à être protégés par les pouvoirs publics contre toute forme d'abandon, d'exploitation et de violence ».

Réviser la constitution comorienne n'est pas nouveau dans notre pays. Houmed Msaïdé au nom de la

mouvance présidentielle, a tenu à rappeler que les anciens présidents Ali Soilih et Mohamed Taki l'ont fait, lorsque ils voulaient entamer les grands chantiers du pays. « On ne devrait pas s'étonner qu'un ancien président fasse le bilan de son premier mandat, passe dix ans dans l'opposition avant de revenir, et décide de réviser la constitution », explique-t-il.

Pour Mohamed Chatur Badaoui, la révision est absolument nécessaire puisque tout le monde veut un changement. Et ce changement ne sera pas possible sans la révision et des orientations nouvelles. Le directeur

général des hydrocarbures estime qu'avec ce référendum, on va en finir avec le chômage des jeunes puisque elle va favoriser la création d'emplois pour soulager les familles qui ont lourdement investi sur leurs enfants. Et le secrétaire national chargé des affaires politiques de la CRC d'appeler l'opposition à venir combattre sur le terrain politique « parce que les Comoriens vont voter Oui le 30 juillet pour la fin de la pauvreté, le développement économique, la création d'emplois ».

Ibnou M. Abdou

PROPOS POLÉMIQUES SUR LES ANJOUANAIS

Belou met en garde contre toute récupération de l'affaire Sambi

Au lendemain de la sortie du directeur de cabinet du chef de l'Etat sur le rassemblement des Anjouanais, Youssouf Mohamed est revenu sur la polémique autour de ses propos. « Toutes les îles nous appartiennent, à tous. Il nous faut nous réunir au lieu de nous séparer. Il faut surtout éviter toute tentative de déstabilisation des nos îles qui composent l'archipel des Comores ».

Ce sont les propos du directeur de cabinet du chef de l'Etat chargé de la défense, après que ses propos sur les Anjouanais, tenus la veille et jugés « séparatistes et dangereux » par l'opinion publique, aient fait polémique. « Ce qui s'est passé dimanche à Moroni n'était pas digne des Comoriens », a expliqué Youssoufa

Mohamed Ali alias Belou. Le week-end, un rassemblement des natifs d'Anjouan a « dégénéré », certains d'entre eux ayant brandi des armes blanches en scandant « Libérez Sambi ». L'ancien président de la république, placé en résidence surveillée par décision du ministère de l'intérieur « pour troubles à l'ordre public », serait cité dans le cadre de l'enquête sur l'affaire de la citoyenneté économique.

« Un abus de pouvoir » aux yeux des manifestants originaires d'Anjouan et résidant à la Grande-Comore, qui dénoncent la privation de liberté dont est victime le leader du parti Juwa et qui voient en cet acte, la volonté pour les autorités de stigmatiser les natifs d'Anjouan « comme Sambi ». Pour Youssoufa Mohamed Ali, ce sont surtout des gestes et des mots déplacés qui ter-

nissent l'image du pays.

Dans son élan, celui qui est connu sous le pseudonyme de Belou se demande pourquoi lorsque un « Grand-comorien est au pouvoir, il y a toujours des troubles alors qu'Ahmed Abdallah Abderemane a dirigé lui, le pays durant deux mandats sans problème ni trouble dans le pays ». Il citera également Sambi qui, « une fois arrivé à la magistrature suprême du pays a incarcéré des Wangazidja ».

« Personne sur cette île n'a crié au scandale. Tout le monde a compris qu'il s'agissait d'une affaire d'Etat », laissant entendre que les Anjouanais nourrissent le séparatisme en agissant de la sorte. Sur le cas Sambi, le directeur de cabinet du chef de l'Etat assure qu'il faut laisser la justice faire son travail et éviter toute récupération politique de l'affaire.

Ibnou M. Abdou



Youssoufa Mohamed Ali directeur de cabinet en charge de la défense

Numéros utiles

- Police**
Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00
- Gendarmérie**
Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00
- Immigration**
Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37
- Aéroport**
Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71
- Port maritime**
Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43
- Hopitaux**
Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34
- Banques**
BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 764 43 00
Meck: 773 36 40
- MAMWE**
Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

La Gazette des Comores

l'information libre à votre portée

Quartier Badjanani BP 2216 Moroni Comores
Tél:(269) 773 91 21 ou 333 26 76

E-mail: la_gazette@comorestelecom.km

CONSTRUCTION DE L'HÔPITAL ELMAAROUF

Le prêt de 40 millions d'euro provient de la TDB

Le ministre des finances et le président de la TDB ont procédé hier mardi à la signature de la convention de prêt pour le financement de la construction de l'hôpital El Maarouf. Une consécration pour l'État comorien après presque 12 mois de négociations marathon pour l'obtention d'un prêt de 40 millions d'euro payable en deux tranches.

Bésormais, sauf cas de force majeure, rien ne pourrait arrêter le chantier du nouvel hôpital El Maarouf. Le gouvernement comorien par l'entremise du ministère des finances vient de concrétiser 12 mois de négociations avec la TDB (Trade and Development Bank) avec le financement de ce projet phare du président de la République, à un coût de 40 millions d'euro payable en deux tranches, soit 25 millions d'euro pour la première tranche et 15 millions

d'euro pour la deuxième. C'est un prêt à un taux préférentiel, de 10 à 12 ans, d'après Dr Mabouba Diagne directeur exécutif régional de la TDB pour qui des perspectives s'ouvrent avec sa banque.

« C'est un long processus qui touche aujourd'hui à sa fin mais aussi à un début. Parce qu'à l'heure actuelle, nous entrons dans la phase décisive du contrat, parce que par cette signature de ce matin, nous entrerons pleinement dans la phase de décaissement pour ce projet de construction de l'hôpital ElMaarouf », a déclaré Said Ali Said Chayhane ministre des finances. L'artisan de la réintégration dans cette institution financière qui s'estime heureux que son pays soit redevenu membre actif de la banque grâce, dit-il, aux efforts déployés par le gouvernement, remerciant au passage toute la direction notamment le président de la TDB pour sa patience et sa compréhension.

« Parce que les occasions de nous exclure de la dynamique était légion. Beaucoup de résolutions avaient préconisé le gel de nos avoirs parce qu'il y a eu des rappels, des remarques, il y a eu beaucoup des courriers qui n'avaient pas de réponse. Si aujourd'hui, nous sommes arrivés à ce stade, c'est grâce à cette compréhension et patience », a-t-il fait savoir.

« Au jour d'aujourd'hui, nous avons versé toutes nos parts d'actions et à ce titre nous avons désigné notre administrateur au conseil d'administration en la personne de M. Said Mohamed », a-t-il indiqué. « Les Comores étaient dans la banque, depuis 20 ans et pendant 20 ans, elles ont un peu disparu mais avec la vision et la clairvoyance du ministre des finances, elles sont revenues et en moins de 12 mois, vous avez vu le travail extraordinaire qui a été fait et qui a abouti aujourd'hui à la signature du

financement du premier hôpital et c'est un moment historique », a déclaré pour sa part Admassu Tadesse président de la TDB. « Si nous avons fait une projection sur la banque, nous souhaiterions avoir prochainement une projection pour des réalisations concrètes de la banque aux Comores », a-t-il ajouté.

« Comme vous savez la Sch et la Ma-Mwe dépensent énormément en achetant du gazole maintenant la banque est entrain de faire un projet régional englobant Comores, Madagascar, Seychelles, Maurice dans l'espoir d'aider ces pays à amoindrir le coût du carburant », a-t-il annoncé, ajoutant que la banque travaille non seulement avec le gouvernement mais aussi avec le secteur privé. « Le partenariat entre les TDB et les Comores sera de l'argent d'amour mais de l'argent d'amour franche », a-t-il lancé. « M. le président le gouvernement de l'Union des Comores envi-

sage de réaliser des projets structurants pour son émergence à l'horizon 2030. Nous voudrions vous annoncer dès à présent que d'autres projets seront déposés à la TDB et nous comptons votre accompagnement », dira l'argentier du pays. « Les efforts déployés pour redevenir membre de cette institution pour profiter de tous les avantages réservés aux États membres. Mais surtout pour cette vision de l'émergence qu'a dessinée le chef de l'État qui a été le premier à exprimer le souhait d'intégrer la TDB. Un désir qui n'a pas été suivi par ses successeurs et dès son retour au pouvoir, l'État est redevenu membre. Vous pouvez estimer que le chef de l'État connaît mieux que nous les avantages, les opportunités que présentent la TDB », a-t-il conclu.

Maoulida Mbaé

CONVOCAION DU GOUVERNEUR DE NGAZIDJA À LA COUR SUPRÊME

Hassane Hamadi, serein

Le gouverneur de l'île de Ngazidja était convoqué hier devant la section des comptes de la Cour suprême pour répondre à des questions relatives au Projet Habitat et sur l'affaire de la Citoyenneté économique. Hassane Hamadi, confiant, nous confiera que « l'audience s'est bien déroulée ».

Le chef de l'Exécutif de Ngazidja était convoqué hier mardi par la Cour suprême, à travers la section des comptes. Hassane Hamadi était appelé à répondre à des questions relatives à l'affaire de la citoyenneté économique et du Projet Habitat. A l'époque des faits (entre 2006 et 2008) pour rappel, M. Hamadi était ministre des finances de l'ancien président Ahmed Abdallah Mohamed Sambi, visé lui aussi par l'enquête. Après des heures d'interrogatoire, le gouverneur de l'île quittera les locaux de la Cour Suprême serein, assurant que l'audience s'est bien déroulée.

« C'est une question de procédure et on est obligé de se présenter. En plus, vu que c'est la haute juridiction comorienne, je ne voyais pas la nécessité de ne pas m'y présenter », dira Hassane Hamadi à sa sortie de l'interrogatoire avant de préciser qu'« un responsable étatique est dans l'obligation de se présenter quand on l'appelle mais surtout, quand les procédures sont respectées. Aujourd'hui, j'étais dans l'obligation de me présenter et dire en face la vérité ».

Concernant la gestion du Projet Habitat, le chef de l'Exécutif de l'île assure que le projet n'existait pas quand il était ministre. « Quand j'é-

tais là, le projet n'était même écrit nulle part et aucun compte n'y était affilié à cette époque. Il n'y avait

rien, poursuit le gouverneur. Cela revient à dire que je n'ai rien à avoir avec la gestion du Projet Habitat ».



Hassane Hamadi arrivant à la cour suprême

Le chef de l'Exécutif de Ngazidja confiera toutefois que le pays avait reçu 2 millions d'euros en provenance de l'extérieur avant de placer cette somme dans les comptes de l'Etat à la Banque Centrale. « A cette époque, on faisait face à beaucoup de difficultés. On comptait 3 mois d'arriérés de salaire, un problème de grève et de la dette extérieure pour ne citer que ceux là. Et cet argent ne pouvait rien faire », dira cet ancien argentier sous le régime Sambi.

Interrogé sur l'existence de deux comptes qui visiblement « posaient problème », le gouverneur assure « avoir donné les éclaircissements qu'il fallait. Maintenant, reste à savoir où se trouve la vérité ». Alors que l'enquête sur la citoyenneté économique suit son cours, Hassane

Hamadi, interrogé sur ce volet également, confiera ne pas être concerné. « Il y a des personnes qui assurent que j'ai les réponses aux questions qu'elles se posent sur cette affaire. J'étais obligé de me présenter et leur dire que je n'étais pas ministre à cette époque. Et entre 2006 et mars 2007 où j'occupais le poste de ministre des finances, cette question n'a jamais été débattue en Conseil des ministres », précisant que « la citoyenneté économique a commencé à partir de 2008 ». Après cette audition, le gouverneur de l'île de Ngazidja dira sa disponibilité à répondre aux questions des enquêteurs « tant que la procédure sera respectée ».

Mohamed Youssouf

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Soeuf Mohamed El Amine à la 8e session du forum sino-arabe

Le ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, Soeuf Mohamed El Amine a participé mardi, aux travaux du 8e forum sino-arabe qui s'est ouvert à Pékin sous la présidence du Président de la République Populaire de Chine. Les ambitions visées sont la consolidation des relations de partenariat stratégiques existant entre les deux parties.

Les travaux de la 8e session du forum de la coopération sino-arabe ont débuté hier mardi 10 juillet à Pékin. Les

Comores sont représentées par une délégation conduite par le ministre des affaires étrangères. En marge de cette rencontre, le chef de la diplomatie comorienne, Soeuf Mohamed el Amine s'est entretenu avec son homologue chinois, Wang Li. Ensemble, ils passeront en revue les relations entre les deux pays, la relation afro-arabe ainsi que les réformes en cours du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Les deux ministres se sont félicités de la « qualité des relations d'amitié » entre Pékin et Moroni. Les deux parties ont convenu de renforcer davantage cette coopération sur

la base de la nouvelle vision annoncée par le président Azali Assoumani, celle de faire de l'Union des Comores un pays émergent à l'horizon 2030. Le ministre des affaires étrangères comorien a confirmé la participation des Comores au prochain sommet sino-africain prévu en septembre 2018.

Ils conviendront également d'examiner la possibilité de tenir la deuxième commission mixte Chine-Comores dans les meilleurs délais. Le chef de la diplomatie comorienne a invité officiellement son homologue à se rendre aux Comores. En marge de cette 8e session du forum

de la coopération sino-arabe, la République Populaire de Chine va accorder aux pays arabes des prêts à hauteur de 20 milliards de dollars pour assurer leur développement économique à l'heure où Pékin renforce son influence au Moyen-Orient et en Afrique. L'argent sera affecté à des « projets générateurs d'emplois et qui auront un impact social positif dans les pays arabes ayant des besoins de reconstruction ».

Mohamed Youssouf

EXAMENS DU BACCALAURÉAT

Les élèves de Nkurani ya Sima privés des épreuves du bac par leur village

Les examens nationaux ont démarré la semaine passée. Malgré la crise dans le secteur de l'éducation nationale, tous les établissements du pays ont soumis leurs élèves aux examens nationaux. A Nkurani ya Sima (Sud de Ngazidja) pourtant, près d'une centaine d'élèves n'a pas passé les épreuves du baccalauréat. Sur décision de leur propre village.



1 2 886 candidats inscrits aux épreuves du baccalauréat. La grande majorité passe en ce moment les examens. A Nkurani ya Sima pourtant, une centaine d'entre eux n'est pas concernée. Pour cause, les villageois de cette localité de Mbadjini ont demandé l'installation d'un sous-centre dans leur localité. Une demande qui « ne peut être exaucée » selon les textes de l'Office national des examens et concours (Onec). Les candidats décideront de bouder les épreuves, et ne se rendront pas à Ouziwani, chef-lieu de la région de Ngwéngwé où ils devaient passer leurs examens.

« C'est regrettable que des responsables empêchent plus d'une centaine d'enfants de participer à l'examen du baccalauréat pour des raisons banales », laisse entendre Abdou Bacar Ahmed, directeur général adjoint de l'ONEC. Ailleurs, les épreuves se déroulent sans incident majeur à en croire les différents sous-centres concernés. A Moroni, les responsables parlent de « présen-

ce massive ». A l'école privée Avenir-primaire où sont réunis les 300 candidats de la série A1, le responsable du sous-centre, Mourchid Abdillah témoigne que dans l'ensemble, « tout est en règle hormis quelques anomalies comme le retard d'un candidat à l'épreuve de Français » lundi et « quelques erreurs » relevés lors de l'épreuve d'Arabe qui ont été à l'origine de

son annulation.

Pour Jacsimen Siaka et Andjouza Mmadi, tous deux candidats en série A1, les tests sont abordables. « Le seul souci que nous avons eu et qui nous faisait peur, ce sont les erreurs de l'épreuve d'Arabe. Un coup de chance qu'elle soit annulée! Les autres épreuves en général étaient abordables. Pour ceux qui ont pris le temps de bien réviser, tout se passera bien car rien ne tombe au hasard », nous ont-ils confié.

Au lycée Said Mohamed Cheikh de Moroni, les candidats de la série A4 ainsi que le responsable du sous-centre et proviseur du lycée de Moroni, Mohamed Ali Abdallah se montrent confiants. Pour ce dernier, le seul bémol réside dans les absences. « Depuis dimanche que les épreuves écrites ont débuté, il n'y a eu aucun retard mais on a eu beaucoup d'absences. Le premier jour, 47 candidats sur les 784 du sous-centre ne se sont pas présentés, le deuxième et le troisième jour, ce sont 52 candidats qui étaient absents », a regretté le responsable du sous-cen-

tre.

Pour Mounirat Minihadji, candidate en A4, les épreuves bien que stressantes, sont aussi l'occasion de revoir les amis et décompresser un peu. « C'est la première fois que je passe le bac et j'espère que ça sera la seule et unique fois! Malgré le stress du premier jour, je suis quand même contente de revoir mes amis », dira celle qui juge les tests comme « pas trop compliqués ».

Pour le directeur général adjoint de l'ONEC, le plus important est de rassurer les candidats pour qu'ils soient en confiance et donnent le meilleur d'eux-mêmes. « Rappeler aux candidats de garder leur calme, de ne pas paniquer, de maîtriser la pression et d'avoir confiance en soi pour éviter de perdre pied », seront ses mots. Les épreuves ont démarré samedi avec l'épreuve facultative de Dessin qui a réuni 1014 candidats à Ngazidja, 482 à Mohéli et 317 à Anjouan. Elles prendront fin aujourd'hui mardi, pour le plus grand bonheur, on l'espère, des futurs bacheliers.

A.O Yazid

DIASPORA

Les « je viens » sont déjà là... et ça se voit

C'est l'été. La diaspora commence à débarquer dans les villes et les villages de l'archipel. On les appelle affectueusement les « Je viens ». Un terme récurrent mais chargé de signification et de symboles. Les locaux, qui se font appeler d'un ton moqueur les « Je reste » pleurent. Ils crient à la crise et cela « malgré les je viens ».

Cette année c'est la pluie des « Je viens » qui s'abat sur le pays. A Ngazidja, l'île où ces derniers sont pris comme des rois, la tendance reste presque la même. Tout le monde se plie en quatre pour être à leur disposition, comme un guide touristique pour les accompagner matin et soir, dans un contexte un peu plus spécial. Ils reviennent au pays, passer quelques semaines, pour des raisons différentes. La saison des « je viens » est bien entamée, et cela se voit, à travers les embouteillages monstres dans la capitale, et les files d'attente interminables devant les stations service, à la douane, ou dans les banques.

Pour les uns c'est pour

retrouver les familles et célébrer les grands mariages, pendant que d'autres, surtout les plus jeunes branchés, c'est pour frimer et vivre pleinement leurs vacances, à la recherche de quelques instants de repos, de découverte. Pendant la période estivale, les Comores comme tant d'autres pays africains, vivent le même rythme. Une arrivée en masse des membres de la diaspora. Pas moins de 5 vols par jour à l'aéroport Moroni Prince Said Ibrahim, jusqu'à la mi-septembre, soit entre 7 et 10 000 arrivées enregistrées en deux mois.

Partis depuis quelques années ou nés en France ces deux catégories constituent la base des « Je viens ». Ces comoriens dont une grande majorité de binationaux, qui vivent en France et qu'on appelle par ce terme sont perçus comme des boosters de l'économie comorienne, par le nombre croissant de transferts d'argent qu'ils effectuent. Ils sont aussi, tant bien que mal, les principaux acteurs du développement social et sanitaire, à l'amélioration des infrastructures publiques communales (adduction d'eau, électrification, aména-

gement...).

Pour confirmer cela, un rapport du Fonds monétaire international (FMI) montre que les Comores sont en tête du classement des pays africains pour le transfert des fonds des émigrés. Dans ce même rapport, le FMI ajoute que 77% de ces fonds sont destinés à la consommation, 13% affectés à l'immobilier et seulement 10% pour l'investissement.

Certains de ces « Je viens » qui sont venus pour les mariages ou pour des vacances ont constaté des anomalies et ne cessent de les crier. Pour les uns le retard de l'arrivée des conteneurs pendant que d'autres attendent leurs valises et d'autres constatent un retard permanent en termes de développement du pays, mais malgré tout ça ils remplissent les plages et célèbrent les mariages. Ils en profitent pendant qu'il est temps de leur vacance derrière les acclamations hypocrites des locaux : « les je viens sont des vantards ». En attendant ils sont chez eux et ils profitent de leurs familles avant de regagner leur deuxième pays, la France.

A.O Yazid

FOOTBALL : COUPE DE LA LIGUE, NGAZIDJA

Mbeni criblé de buts Aventure club (6-3)

A Moroni le week-end, l'Us Mbeni a effectué une balade de santé à l'occasion de la Coupe de la Ligue, phase régionale. Aventure club, criblé de buts (6-3), ne démentira pas ce duel à sens unique, ou presque. Dès l'entrée du jeu, les bourreaux Gwagwa, Alhadhur (doublet), Zouher, Naoufal et Marchal ont imposé leur jeu. Souleymane (doublet) et Mantashaou ont évité le déshonneur.

L'Union sportive de Mbeni s'est illustrée à Moroni le week-end contre Aventure club de Wela-Mitsamiouli. Le résultat de ce match, comptant pour les huitièmes de finale de la Coupe de la Ligue de Ngazidja, psychologiquement et techno-tactiquement dominé par le représentant de Hamahamet, a respecté les pronostics.

Même écrasé, le club d'Aventure a réussi à se ressaisir et à limiter le désastre. Prématurément, Mbeni ouvre le score par Gwagwa Saïd Hassan (4e, 1-0). La réaction de Wella-Mitsamiouli, même timide, ne s'est pas fait attendre. Souleymane Mohamed remet les pendules à l'heure (22e, 1-1). Plus tard, Alhadhur Moukime (36e, 2-1)

et Mohamed Zouheir (42e, 3-1) mettent à l'abri leur formation. Avant la pause, Souleymane signe un doublet et réduit le score (44e, 3-2).

Raviver l'espoir de l'équipe

Au retour des vestiaires, Union sportive de Mbeni renforce davantage la vivacité. Ce qui déséquilibre Aventure club. Moukime (46e, 4-2) et Maoulida Naoufal (62e, 5-2) creusent l'écart. Mohamed Mantashaou a ravivé l'espoir des siens (71e, 5-3). Enfin, la dernière réalisation de Mohamed Marchal

met fin à l'hémorragie de buts (80e, 6-3). « Dieu merci, à Ngazidja, les confrontations, comptant pour la Coupe de la Ligue se déroulent dans des climats sereins et de fair-play. Les deux adversaires se respectent et se montrent disciplinés. Les arbitres et le public sont sages », se réjouit Stéfani Madi, co-organisateur de la compétition. Mais, volontairement ou simple oubli, notre interlocuteur ne précise pas que les matches se déroulent dans un stade quasi désertique.

Bm Gondet

La Gazette des Comores
Directeur général
Said Omar Allaoui

Directeur de la publication et
Rédacteur en chef
Elhad Said Omar

Rédaction
A. Mmagaza
Maoulida Mbaé
Mohamed Youssouf
M.I.M Abdou
A.O. Yazid

Chronique Sportive
B.M. Gondet

Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou

Secrétaire de rédaction
Sanaa Chouzour

Responsable commercial
Rahamatouallah Youssouf

Documentation archiviste
Mariama Mhoma

Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane

Impression
Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



La planification familiale est un droit de l'homme

MESSAGE POUR LA JOURNÉE MONDIALE DE LA POPULATION

Dr Natalia Kanem

Directrice exécutive

UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population

11 juillet 2018

Il y a cinquante ans, lors de la Conférence internationale des Nations Unies sur les droits de l'homme qui s'est tenue à Téhéran le 13 mai 1968, la communauté internationale a déclaré que : « [I]es parents ont le droit fondamental de déterminer librement et consciemment la dimension de leur famille et l'échelonnement des naissances ».

La planification familiale n'est pas seulement une question relative aux droits de l'homme. Elle est aussi essentielle à l'autonomisation des femmes, à la réduction de la pauvreté et au développement durable.

Pourtant, dans les régions en développement, quelque 214 millions de femmes ne disposent toujours pas de méthodes sûres et efficaces de planification familiale, pour des raisons allant du manque d'informations ou de services au manque de soutien de la part de leurs partenaires ou de leurs communautés. Ces carences menacent leur capacité à construire un avenir meilleur pour elles-mêmes, pour leurs familles et pour leurs communautés.

L'UNFPA œuvre en faveur de la planification familiale dans les pays en développement en assurant l'approvisionnement fiable d'une gamme complète de contraceptifs modernes, en renforçant les systèmes de santé nationaux et en promouvant l'égalité entre les sexes.

L'UNFPA s'engage pleinement à continuer de soutenir les actions menées par les pays en vue de faire respecter le

droit des individus, en particulier des femmes, à planifier une famille. Nous visons à répondre à tous les besoins non satisfaits en matière de planification familiale volontaire dans les pays en développement d'ici à 2030. Mais nous ne pourrions pas y parvenir seuls. Les gouvernements, les parlementaires, le secteur privé et la société civile doivent s'unir pour atteindre cet objectif. Dans un premier temps, les pays développés pourraient combler le déficit mondial de financement de la planification familiale en donnant seulement 20 centimes par personne et par an. Compte tenu des retombées attendues pour les familles, les sociétés et les nations, il s'agirait là d'un investissement stratégique et réalisable en faveur de l'avenir de notre monde.

En cette Journée mondiale de la population, l'UNFPA appelle les gouvernements à s'acquitter de leurs engagements concernant l'accès universel aux services de soins de santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction, notamment les services de planification familiale et d'informations connexes, comme convenu lors de la Conférence internationale de 1994 sur la population et le développement, et dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. En investissant aujourd'hui dans la planification familiale, nous investissons dans la santé et le bien-être de millions de femmes pour les générations futures.

Cérémonie de la Journée Mondiale de la Population 2019 sera célébrée le 12 Juillet à Mandza dans le Mboudé



Thaïlande: les 13 rescapés de la grotte sauvés, au terme d'une course contre la pluie

Après deux semaines piégés dans le noir d'une grotte inondée, réfugiés sur un étroit promontoire, les 12 jeunes footballeurs thaïlandais et leur entraîneur sont tous sortis sains et saufs au terme d'une périlleuse opération de secours.

Des plongeurs étrangers et de la marine thaïlandaise ont extrait mardi après-midi les quatre derniers enfants et leur entraîneur de 25 ans en les guidant le long des boyaux inondés à la visibilité nulle et dans les étroits passages dans lesquels il fallait se faufiler.

L'équipe des "12 Sangliers sauvages et leur entraîneur ont été extraits de la grotte", ont annoncé sur leur page Facebook les commandos de marine thaïlandais, au coeur de l'opération de secours, suivie pas à pas dans le monde entier.

Les quatre derniers plongeurs de l'équipe de sauvetage, dont un médecin, sont eux aussi ressortis mardi soir, selon Narongsak Osottanakorn, le chef de la cellule de crise.

L'opération aura duré trois jours, les enfants étant évacués chacun par deux plongeurs professionnels, sur un parcours très difficile, supposant

de longs passages de plongée. Le parcours semé d'embûches prenait cinq heures à un plongeur aguerri.

Pendant plusieurs jours, les secouristes avaient repoussé la date du lancement de l'opération, préférant envoyer des plongeurs prendre soin des enfants sur leur bout de rocher, le temps d'essayer de faire baisser le niveau de l'eau.

Après neuf jours sans contact avec l'extérieur, à ne pas savoir s'ils seraient jamais retrouvés, les enfants, bloqués depuis le 23 juin, ont enfin pu manger et se calfeutrer sous des couvertures de survie ces derniers jours.

Les huit premiers sortis dimanche et lundi, hospitalisés, sont "en bonne santé", selon un responsable du ministère de la Santé publique. "Tout le monde est en bonne santé mentale".

"Merci à tous ceux qui ont aidé mes amis à sortir de la grotte!", s'est exclamé Settawat Boonsri, un coéquipier des "Sangliers sauvages", interrogé par l'AFP.

Les enfants ont subi des examens radiologiques et des tests sanguins. Deux garçons qui présentaient des signes de pneumonie ont reçu des antibiotiques et sont dans un "état normal", selon le responsa-



Enfants thaïlandais dans la grotte

ble de la santé publique, précisant qu'ils resteraient tous en observation à l'hôpital pendant une semaine, dans un premier temps en quarantaine.

- L'hôpital plutôt que la finale -

La Thaïlande a vécu au rythme de la saga des "13", comme les identifiaient les éditions spéciales des télévisions.

Les enfants ont reçu de l'étranger des messages de soutien de célébrités aussi diverses que le président américain Donald Trump, la star du football Lionel Messi et le gourou américain de la technologie Elon Musk.

Mardi soir, la Première ministre britannique Theresa May a été une des premières à saluer, sur Twitter, le "courage de tous ceux qui ont été impliqués" dans l'opération, alors que ce sont des plongeurs anglais qui ont découvert les enfants.

"Tous libérés, du bon boulot!", a commenté Donald Trump. Des Américains se sont également joints à cette opération internationale, ayant mobilisé plusieurs pays.

Saluant l'effort international, "la Thaïlande sera reconnaissante à jamais pour ce sauvetage historique", a réagi sur Twitter Yingluck Shinawatra, ex-Première ministre thaïlandaise en exil, dont le gouvernement a été renversé par un coup

d'Etat en 2014.

Le président de la Fifa, Gianni Infantino, avait même invité les enfants à assister à la finale du Mondial-2018 le 15 juillet à Moscou. Mais "ils ne peuvent pas y aller, ils doivent rester à l'hôpital pendant un moment", a répondu Thongchai Lertwilairatanapong, haut responsable du ministère de la Santé.

Le club anglais Manchester United a de son côté dit qu'il serait "honoré d'accueillir l'équipe des Sangliers sauvages et leurs sauveteurs lors de la prochaine saison".

- Emaciés mais en vie -

Les secouristes ont critiqué l'usage de drones par certains médias lors de l'opération d'évacuation lundi, qui ont pour certains gêné les hélicoptères évacuant les enfants. La police a annoncé mardi mener une enquête sur l'utilisation de deux drones envoyés pour tenter d'avoir des images des enfants.

Les footballeurs avaient passé neuf jours dans les tréfonds de la grotte avant que deux plongeurs britanniques ne réussissent à les rejoindre en début de semaine dernière.

(Afp)

REPRISE DES VOLS

Tarif au départ de Moroni

MAYOTTE

PROMO
110 000KMF*
Aller/Retour

Plus d'info

+269 328 69 69

*Voir conditions en agence et sur www.flyabaviation.com



AB Aviation